

La solution proposée par les participants est de traiter la dette comme un problème politique que les pays latino-américains doivent traiter collectivement, en exigeant des négociations conjointes entre les gouvernements des États créditeurs et débiteurs. La Déclaration de Montevideo appelle à une rencontre des présidents latino-américains, afin de coordonner les positions régionales avant de telles négociations.

Afin de trouver une solution à la crise de la dette, le Parlement latino-américain croit qu'il doit y avoir une réduction effective du principal et de l'intérêt. Le Parlement a demandé un rééchelonnement réaliste, permettant que les paiements soient effectués selon une marge préétablie des revenus d'exportation. Et afin d'augmenter les exportations latino-américaines, d'ajouter les signataires de la Déclaration de Montevideo, les pays développés doivent éliminer le protectionnisme et établir de justes prix pour les matières premières en provenance d'Amérique latine.

Les délibérations ont été suivies par deux observateurs du Parlement européen. Les politiciens américains n'ont pas été invités, a expliqué un des organisateurs, "parce que nous devons parvenir à un accord entre nous avant de nous adresser à des gens de l'extérieur".

Gyouse Lygios et Carla Barbarella, les deux observateurs européens (d'Italie), ont décrit le Parlement européen comme un "allié" pour le Parlement latino-américain, réitérant son soutien aux droits civils et humains et son engagement envers la recherche d'une solution équitable du problème de la dette.

Les parlementaires latino-américains ont aussi critiqué les conclusions de la dernière rencontre du Fonds monétaire international, à Séoul, en Corée du Sud, dont les suggestions pour diminuer la crise étaient "tardives, insuffisantes et égoïstes". Selon les représentants latino-américains, les mesures approuvées à Séoul "éteignent les espoirs de 300 millions de Latino-américains et de nombreux autres habitants du tiers-monde".

En analysant la conférence de Montevideo, l'hebdomadaire *Periodista*, de Buenos Aires, a conclu que la rencontre avait été hautement représentative de tous les secteurs de la société latino-américaine. *Periodista* estime que parmi les parlementaires présents, environ 30 pour-cent étaient de la gauche, 20 pour-cent des nationalistes ou des populistes, 5 pour-cent des sociaux-démocrates et pas moins de 45 pour-cent des conservateurs et des politiciens de droite. Quatre-vingt pour-cent des pays latino-américains étaient représentés à cette conférence.

L'Amérique latine, a conclu le Parlement, est une zone dénucléarisée par la volonté de ses peuples. Pourtant, des armes nucléaires sont emmagasinées sur les bases britanniques des Iles Malouines et sur les bases américaines de Puerto Rico. Et le gouvernement chilien a négocié l'installation d'une base militaire sur l'île de Pâques, qui pourrait être utilisée en cas de conflit nucléaire. Toutes ces initiatives, selon la Déclaration de Montevideo, sont fondamentalement contraires à l'esprit de l'Amérique latine, et violent les dispositions du Traité de Tlatelolco concernant l'implantation d'armements nucléaires dans la région. □